



**PRÉFET  
DES BOUCHES-  
DU-RHÔNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction de la Citoyenneté,  
de la Légalité et de  
l'Environnement**

**Arrêté n° 2025 – 1 PC  
portant prescriptions complémentaires  
applicables à la société PROFER  
pour l'exploitation de ses installations  
sur la commune de Marseille**

**Vu** le code de l'environnement et notamment son titre Ier du livre V ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation et de la directive IED, notamment l'annexe 3.1-VI (d) ;

**Vu** l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploitation de la société PROFER n°91-95/70-90A du 24 juin 1991 ;

**Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire n°105-2013 PC du 4 mars 2013 ;

**Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire n°13-2019 PC du 16 janvier 2019 ;

**Vu** l'arrêté préfectoral portant mise en demeure et mesures d'urgence n°2020-214 MED-URG du 20 mai 2020 ;

**Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire n°2023-231 PC du 20 septembre 2023 ;

**Vu** le rapport n°D-2021-MRS-170 de la visite d'inspection du 26 mars 2021 ;

**Vu** le rapport n°D-1779-MRS-2023 de la visite d'inspection du 21 novembre 2023 ;

**Vu** le rapport de mesures de retombées de poussières n°10246340\_2\_1\_1 rév.0, en date du 7 septembre 2022 ;

**Vu** le rapport de mesures de retombées de poussières n°17664428-1-3 rév.0 en date du 11 avril 2023 ;

**Vu** le courriel de l'exploitant, en date du 19 décembre 2023 relatif aux réparations effectuées sur le broyeur et la programmation d'une nouvelle campagne de mesure des retombées de poussières ;

**Vu** le rapport de mesures de retombées de poussières n°21224911/2/1 rév.0 en date du 20 mars 2024 ;

**Vu** le courriel de l'exploitant, en date du 15 mai 2024 refusant la réalisation volontaire de 2 campagnes supplémentaires de mesures de retombées de poussières, permettant de confirmer le caractère pérenne le constat de niveaux d'empoussièrement acceptables sur l'installation ;

**Vu** le rapport n°2024-1320 de l'inspecteur de l'environnement du 2 septembre 2024 ;

**Vu** la transmission contradictoire par courrier du 28 novembre 2024 notifié le 2 décembre 2024 ;

**Considérant** que la société PROFER exploite un centre de tri, transit de métaux ainsi qu'une installation de broyage de métaux et de VHU, ainsi qu'une installation de dépollution de VHU ;

**Considérant** que, suite à la visite d'inspection du 26 mars 2021, l'exploitant a fait réaliser 2 campagnes de mesures de retombées de poussières en août 2022 et février 2023 ;

**Considérant** que les rapports n°10246340\_2\_1\_1 rév.0 et n°17664428-1-3 rév.0, non transmis à l'inspection des installations classées jusqu'à sa visite d'inspection du 21/11/2023, ont mis en évidence des concentrations très élevées (Jauge P1 : 843,8 mg/m<sup>2</sup>/j en 2022 et 1 904 mg/m<sup>2</sup>/j en 2023) et une moyenne globale plus de 3 fois supérieure entre 2022 et 2023 (824,8 mg/m<sup>2</sup>/j contre 2 890,4 mg/m<sup>2</sup>/j) ;

**Considérant** que l'exploitant a finalement informé les services de l'inspection, par courriel du 19 décembre 2023, que des pièces défectueuses avaient été remplacées sur le broyeur et que leur dysfonctionnement pouvait être à l'origine des concentrations élevées susmentionnées ;

**Considérant** que l'exploitant a proposé de réaliser une nouvelle campagne de mesures de retombées de poussières ;

**Considérant** que les résultats des mesures réalisées durant le mois de février 2024, ont mis en évidence une baisse très importante des concentrations ;

**Considérant** toutefois que cette seule campagne de mesures ne permet pas de s'assurer du caractère pérenne de cette tendance à la baisse, et qu'il est donc nécessaire de disposer d'autres résultats de mesures d'empoussièrement afin de confirmer la maîtrise des émissions de poussière par l'exploitant ;

**Considérant** le refus de l'exploitant, par courriel du 15 mai 2024, à réaliser de manière volontaire, 2 nouvelles campagnes de mesure des retombées de poussières en 2024 ;

**Considérant** qu'en vertu de l'article L.181-14 du code de l'environnement, l'autorité administrative compétente peut imposer toute prescription complémentaire nécessaire au respect des dispositions des articles L. 181-3 et L. 181-4 [...] s'il apparaît que le respect de ces dispositions n'est pas assuré par l'exécution des prescriptions préalablement édictées ;

**Sur proposition** du secrétaire général de la préfecture des Bouches-du-Rhône,

## **A R R E T E**

### **ARTICLE 1 : OBJET**

La société PROFER dont le siège social est situé au 44 boulevard Capitaine Gèze – 13014 Marseille, est tenue de respecter les prescriptions du présent arrêté, sans préjudice des prescriptions des actes antérieurs délivrés à la société, pour son établissement qu'elle exploite à l'adresse susmentionnée.

### **ARTICLE 2 : MESURES DE SURVEILLANCE DES POUSSIÈRES**

L'exploitant assure une surveillance de la qualité de l'air par la mesure des retombées de poussières sur le périmètre de son installation.

Il met en place un réseau permettant le suivi de ces retombées de poussières dans l'environnement. Ce suivi est réalisé par la méthode des jauges de retombées ou à défaut, pour les installations existantes, par la méthode des plaquettes de dépôt. Un point au moins, permettant de déterminer le niveau d'empoussièrement ambiant (« bruit de fond ») est prévu.

Le nombre de points de mesure et les conditions dans lesquelles les appareils de mesure sont mis en œuvre se basent dans la mesure du possible sur le protocole de mesure de la campagne de février 2024.

Pour le contrôle des mesures, les modalités d'échantillonnage sont définies de façon à garantir la représentativité des échantillons prélevés. Les modalités de prélèvements et de réalisation des essais sont définies de façon à assurer la justesse et la traçabilité des résultats.

Le respect de la norme NF X 43-007 (2008) – méthode des plaquettes de dépôt – et de la norme NF X 43-014 (2017) – méthode des jauges de retombées – est réputé répondre aux exigences définies par le précédent alinéa du présent article.

La vitesse et la direction du vent sont mesurées et enregistrées en continu. À défaut d'une station météorologique utilisée par l'exploitant, les données de la station météorologique la plus proche sont récupérées. Les données enregistrées ou récupérées sont maintenues à la disposition de l'inspection des installations classées.

### **ARTICLE 3 : FRÉQUENCES ET DURÉE DES MESURES**

Les campagnes de mesure durent trente jours et sont réalisées tous les trois mois.

Si les résultats des 2 premières campagnes sont similaires aux résultats de la campagne de février 2024, l'exploitant ne sera plus tenu de mettre en œuvre les mesures de retombées de poussière prévues par le présent arrêté.

En cas de dépassements significatifs des valeurs de février 2024, l'exploitant maintient une fréquence trimestrielle, jusqu'à l'atteinte de deux campagnes consécutives dont les résultats sont similaires aux résultats de la campagne de février 2024.

### **ARTICLE 4 : BILAN DES MESURES**

L'exploitant transmet un bilan dès qu'il a réalisé 2 campagnes de mesures. En cas de dépassement des valeurs de référence (campagne de février 2024), l'exploitant intègre à son bilan un plan d'actions et l'échéancier associé.

### **ARTICLE 5 : PUBLICITÉ**

Conformément à l'article R.171-1 du code de l'environnement, le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture pendant une durée minimale de deux mois et au recueil des actes administratifs du département.

### **ARTICLE 6 : DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS**

Conformément aux articles L.181-17 et R.181-50 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il ne peut être déféré qu'au Tribunal Administratif de Marseille :

1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où le présent acte leur a été notifié.

2° Par les tiers, intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du code de l'environnement, dans un délai de deux mois à compter de la publication de la décision sur le site internet des services de l'État dans le département où il a été délivré.

Le présent arrêté peut également faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois, prolongeant de deux mois les délais mentionnés au 1° et 2°.

Le tribunal administratif peut être saisi d'un recours déposé via l'application Télérecours citoyens accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

Pour les décisions de l'article R.181-51 du code de l'environnement et suivant les modalités de ce même article, les recours contentieux et les recours administratifs s'y rapportant doivent être obligatoirement notifiés à l'auteur de la décision et au bénéficiaire sous peine d'irrecevabilité ou de non prorogation du délai de recours contentieux. Il en va de même pour les recours en annulation ou réformation des décisions juridictionnelle s'y rapportant. À ce titre, l'affichage et la publication de la décision concernée mentionnent cette obligation légale et réglementaire.

#### **ARTICLE 7 :**

- Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture,
- Monsieur le Maire de Marseille,
- Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement,
- Monsieur le Directeur Départemental des Territoires et de la Mer,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Marseille, le 17 9 JAN. 2025

Pour le Préfet  
Le Secrétaire Général

  
Cyrille LE VELY